

<http://sundep-paris.org/spip.php?article954>

# Pour la Fonction Publique, amplifions la mobilisation le jeudi 9 mai

- Mobilisations en Île de France

**9 mai**

Date de mise en ligne : mercredi 17 avril 2019

---

Copyright © Sundep-Solidaires Paris - Tous droits réservés

---

La réforme de la Fonction Publique engagée par le gouvernement, aura des répercussions pour les maîtres de l'enseignement privé. Ainsi, la réforme prévoit un recours plus important aux contractuels et une diminution des postes aux concours. Par conséquent, le nombre de postes aux concours de l'enseignement privé sera également réduit.

Cette réforme prévoit aussi la limitation des prérogatives des CAP (Commissions Administratives Paritaires) qui ne seront plus habilitées à suivre la carrière et les demandes de mutation des enseignant.e.s, ce qui peut laisser supposer qu'il en sera de même pour les CCMD et CCMA.

**Rendez-vous à 14 h place Denfert-Rochereau**





## Fonction publique : Grève unitaire et manifestations le 9 mai prochain

Les organisations syndicales CFTC, CFE-CGC, CGT, FA, FO, FSU, Solidaires, et UNSA de la Fonction publique appellent de nouveau leur attachement aux valeurs du service public et à une Fonction publique au service de toutes et tous, porteurs de l'unité plurielle.

Depuis de nombreux mois, en dépit de leurs revendications et propositions, elles constatent que le pouvoir exécutif poursuit une politique contraire aux intérêts de la population, néfaste pour les missions publiques et pour les agents-e. Le gouvernement pratique le double langage en préconisant la modernisation de la Fonction publique et le respect des agent-e-s publics-que, alors même qu'il ne renonce pas à leur rétrogradation, qu'il supprime des postes, engouffrant une forte dégradation des conditions de travail, et veut effacer tous droits et garanties.

Les personnels, avec leurs organisations syndicales, revendiquent l'augmentation de la valeur du point d'indice afin d'améliorer leur pouvoir d'achat, la suppression du jour de carence et rappellent leur opposition aux 120 000 nouvelles suppressions de postes annoncées.

A de multiples reprises, nos organisations se sont opposées à ces mesures et ont fait état de propositions alternatives.

Pourrait-elle leur politique, toujours sans tenir compte des organisations syndicales représentatives, le Président de la République et le gouvernement comptent faire adopter au Parlement, d'ici au début de l'été, une loi dite de *modernisation de la fonction publique* dont certains de dispositions ont une portée très grave tant pour les agent-e-s et les citoyen-ne-s que pour l'avenir de la Fonction publique.

Il en est ainsi, par exemple, de la mise en place d'une instance mixte en lien et place des comités techniques et CSECT, instance qui risque de diluer et amoindrir les actions dans des domaines essentiels de la sécurité, de la santé et de la vie au travail. C'est aussi le cas avec la suppression des compétences des CAP en matière de promotion et de mobilité, mesure qui va favoriser une gestion opaque et péniser les personnels de carrière contre l'arbitraire.

Avec le recours au recrutement accordé à tous les niveaux de contractualité, la priorité sera encore aggravée particulièrement avec des contrats de mission à durée déterminée pouvant être rompus à tout moment. Par ailleurs, aucune amélioration substantielle des garanties collectives et sécurisation des parcours professionnels n'est envisagée pour les contractuel-les au plus qu'un encadrement plus strict des conditions de recrutement et de formation. De plus, c'est l'égalité d'accès aux emplois publics et les garanties de stabilité de l'appareil public qui sont menacées.

Après des consultations unitaires, après des débats de concertation des instances représentatives de la Fonction publique peu respectueux d'un dialogue social de qualité, après que toutes les organisations représentatives de la Fonction publique aient donné un avis défavorable au projet de loi dit de *modernisation de la fonction publique*, les organisations syndicales CFTC, CFE-CGC, CGT, FA, FO, FSU, Solidaires, et UNSA affirment leur volonté de mettre en œuvre un processus de mobilisation inscrit dans la durée.

Pour être tenu au projet de loi de *modernisation de la fonction publique* et pour demander au gouvernement qu'il mette au cœur des négociations sur de nouvelles bases, elles appellent d'ores et déjà toutes et tous les agent-e-s de la Fonction publique à se mettre en grève le jeudi 9 mai prochain, étape forte du processus de mobilisation.

Les 1.800 le 12 avril 2019